

Chronique de Madrid

L'actualité espagnole se concentre ces jours-ci sur le Congrès du P.C., le premier Congrès légal depuis 1932 (époque à laquelle son caractère staliniste s'est défini, et a continué jusqu'à maintenant). Apparemment les débats tournent autour de la définition du parti comme « marxiste révolutionnaire » et non plus comme « léniniste » : cela signifie l'abandon de la dictature du prolétariat, et de la pratique du centralisme démocratique. Ces deux points auraient un intérêt pour le mouvement ouvrier s'il s'agissait effectivement d'un dépassement dans un sens révolutionnaire, de l'acceptation du rôle essentiel du mouvement syndical et d'autres mouvements sociaux dans le processus révolutionnaire et de débats non dogmatiques sur le caractère de la révolution actuellement. Mais il ne s'agit pas de cela : l'abandon des thèses stalinistes se fait sur des positions de droite, comme recherche de l'électorat ouvrier « embourgeoisé » et des professions libérales et petits commerçants qui votèrent massivement pour le PSOE aux dernières élections. Il s'agit du passage du PC à la sociale-démocratie. L'utilisation des termes « marxiste révolutionnaire » est un artifice.

Le PC a démontré qu'il avait plus de force syndicale qu'aucun autre courant du mouvement ouvrier, et aux récentes élections syndicales ([auxquelles] ont participé seulement 3 millions de travailleurs sur 12 millions de population active, qui se compose de 2 millions de paysans, 1 million de commerçants et de travailleurs autonomes, 1 million de cadres et fonctionnaires ; il reste donc 5 millions de salariés, la majeure partie dans des entreprises de petites dimensions, qui sont restés en marge des élections syndicales) les CC00 dirigées par le PCE ont obtenues 35 % des votes, face à 32 % pour l'UGT contrôlées par le PSOE. Les candidats autonomes (proches des positions de la gauche et parfois plus radicaux, comprenant plusieurs centaines de délégués CNT d'entreprises en crise, où ils ont participé pour maintenir l'unité ouvrière) ont obtenu près de 10 %, les jaunes (petits syndicats d'entreprise ou de branches d'industrie organisés

par le patronat ou les ex-verticalistes) 5 %. Les 8 % restant se répartissent entre les petits syndicats maoïstes « unitaires », l'USO catholique « autogestionnaire », les nationalistes basques etc...

Les chiffres précédents se réfèrent aux votants, mais il faut signaler que plus de 25 % de ces 3 millions de travailleurs d'entreprises où des élections ont eu lieu se sont abstenus, suivant l'appel de la CNT et d'autres groupes autonomes.

Cette situation préoccupe le gouvernement, qui voit augmenter les conflits sociaux (ces jours-ci il y a eu des grèves organisées au niveau national dans différentes branches, des enseignants au textile et aux arts graphiques, et les travailleurs de la pêche de Cadix et des chantiers navals de Vigo se sont affrontés avec la police ; et à Eibar et Guipúzcoa, les locaux de CC00 et UGT ont dû être protégés des métallos indignés par la trahison syndicale) sans que les nouveaux « comités d'entreprise » élus et contrôlés par les centrales signataires du pacte de la Moncloa (UGT et CC00) réussissent à encadrer plus de 2 millions de travailleurs au maximum. Cela signifie que, bien que la convergence du PCE et du PSOE dans l'espace politique soit importante pour la tranquillité du système, il reste un grand espace de combativité ouvrière, disponibles pour des affrontements qui dépassent les limites étroites des revendications salariales du Pacte de la Moncloa.

Pour le moment cependant, il n'y a aucune force capable d'orienter ces conflits spontanés au-delà des buts électoralistes et du pacte social tracé par les forces parlementaires. En effet la CNT se trouve en ce moment soumise à une grave crise interne, et dépense beaucoup plus d'énergie à résoudre ses luttes internes qu'à être présente dans les conflits ouvriers. D'un côté, le secteur de « l'exil orthodoxe » a renforcé son instrument de contrôle sur la nouvelle CNT : c'est la FAI reconstruite. D'un autre côté, ce fait a provoqué des réactions de la part des diverses tendances (les unes

révolutionnaires les autres réformistes) qui sont en désaccord avec la réduction de la CNT à une organisation purement syndicale, qui n'appuierait pas les conflits libertaires dans leur multi-dimensionnalité (lutttes écologistes féministes, lutttes des prisonniers), comme le prétend la FAI. Ces groupes cherchent dans la CNT une organisation libertaire intégrale, capable d'appuyer ces fronts de lutte en dehors de la production, aussi bien que de renforcer le mouvement autonome et assembléiste dans les entreprises. Un autre conflit qui divise les cénétistes est l'attitude devant la violence et la provocation de l'État, en ce moment où le système tente de présenter les libertaires comme des terroristes pour justifier une augmentation de la législation répressive, qui affecterait aussi les groupes séparatistes basques et des Canaries, et les léninistes type GRAPO, dont les tactiques style « brigades rouges », plus ou moins influencées par certains services secrets, renforce finalement l'image réformiste du système : ainsi, quand après l'assassinat du militant libertaire Agustin Rueda (à la prison de Carabanchel, il a été tué par des fonctionnaires de la prison) le directeur général des prisons a été assassiné par un commando du GRAPO, le système a eu l'habileté de nommer un nouveau directeur général très réformiste qui essaierait de calmer la situation explosive dans les prisons. Devant ces faits il y a des secteurs du mouvement libertaire et de la CNT partisans de passer à l'action (y compris quelques groupes de la FAI) et d'autres qui considèrent que cela mènerait la CNT à l'illégalité. La division sur ce point ne coïncide pas avec la division syndicalistes/assembléistes, ce qui rend particulièrement compliqué les conflits internes, et rend difficile la préparation du prochain congrès confédéral ; s'il n'avait pas lieu, la CNT continuerait à être ancrée dans les images de 1936, et serait incapable de donner une réponse effective à la profonde crise sociale que traverse le capitalisme espagnol.

20 AVRIL 78.

Répression

Le 30 janvier 78 sont arrêtés à Barcelone 50 anarchistes « accusés de vouloir reconstruire la FAI ».

Dès lors la répression contre le mouvement libertaire prendra cette forme, et l'arrestation de libertaires et de membres de la CNT devient « normale ». En ce moment, environ 70 libertaires sont en Prison en Espagne. Un comité de solidarité avec les emprisonnés libertaires s'est créé a Barcelone, qui édite un bulletin d'information et qui prépare pour les 1 et 2 juillet Les Journées Internationales contre la Répression à OSONA (environ 70 km de Barcelone).

Pour plus amples informations, écrire aux locaux de la CNT à :
Manlleu, C/Del Pont 73, Baixos

Vic, c/Now, 54 Torello, C/Rocaprevera, 13.